

## Quand Wikileaks dément Lib (concernant le Honduras) (1.12.10)

*On se souvient de la complaisance immédiate de la presse française. Libération en tête, pour le coup d'état perpétré au Honduras, dont le régime de facto continue depuis d'assassiner ou à "disparaître" des centaines d'opposants. Un des arguments des journalistes français était que le président Zelaya aurait voulu se perpétuer au pouvoir. Les premiers documents publiés par Wikileaks apportent un clair démenti à cette vision.*

Le président chassé renversé, Manuel Zelaya a déclaré donc dans une entrevue exclusive à TeleSUR ce 29 novembre la double morale des États-Unis qui savaient que son exil et le gouvernement de facto de Roberto Micheletti attentaient contre la constitutionnalité au Honduras, mais n'en ont pas tenu compte. Au contraire ils ont encouragé puis avalisé des élections frauduleuses tandis que la résistance se pressait autour de l'ambassade du Brésil à Tegucigalpa où il se trouvait réfugié.

Ce document va nous permettre de saisir la Cour Pénale Internationale et des Droits de l'Homme pour dénoncer les États-Unis comme état violeur des droits humains puisqu'il n'a pris aucune mesure contre le coup d'état et que les révélations de Wikileaks démontrent leur implication et leur volonté de couvrir ce qu'ils savaient être un délit.

Manuel Zelaya s'indigne du contrôle des médias internationaux qui ont occulté la vérité, totalement ou en partie, alors qu'on savait déjà, avant la publication de Wikileaks, que Washington était complice du coup d'état.

Le président renversé a déclaré que les services secrets nord-américains connaissaient le coup d'état et les plans de nettoyage idéologique des faucons de Washington, en particulier l'assassinat de journalistes et la répression de la dissidence, non seulement sous le régime de Micheletti mais aussi sous celui de Lobo.

Le président considère que le gouvernement d'Obama est dans l'obligation pressante de répondre pour la violation des droits de l'homme au Honduras. Zelaya souligne le paradoxe de la mention récente par les États-Unis que l'évaluation des droits de l'homme n'était pas un préalable à la discussion sur le retour du pays centraméricain au sein de l'Organisation des États Américains (OEA).

Dans le texte révélé par Wikileaks (\*), l'ambassade des États-Unis au Honduras reconnaît qu'il n'a jamais démontré que le président Zelaya ait enfreint la loi et affirme que l'argument selon lequel il voulait se perpétuer au pouvoir était une pure supposition.

Le document révèle que les arguments employés par Micheletti, les militaires et les politiques putschistes n'ont pas de valeur substantielle et ajoute que certains sont ouvertement faux.

Le rapport considère que plusieurs des mesures exécutées par les putschistes furent clairement illégales comme le fait que les militaires ont chassé Zelaya du pays sans autorité pour le faire, ce qui

a viol de multiples garanties constitutionnelles, dont l'interdiction d'expatriation, la présomption d'innocence et le droit à un procès équitable.

Les États-Unis sont le pays qui a le plus tard appliqué des sanctions à la suite du coup d'État contre le président Zelaya, alors que d'autres gouvernements comme ceux de l'Alliance Bolivarienne pour les Peuples de notre Amérique (ALBA), et du Marché Commun (Mercosur), se sont prononcés immédiatement contre le coup d'État.

Au bout de 73 jours, les États-Unis avaient décidé de suspendre l'aide du Compte pur le Dû du Millénaire destinée au pays centraméricain, pour l'ordre de 11 millions de dollars, mais quelques mois plus tard la secrétaire d'État Hillary Clinton annonçait le rétablissement des relations et de l'aide financière au régime de Porfirio Lobo.

(\*) Le texte de Wikileaks émanant de l'ambassade états-unienne au Honduras ici : <http://cablegate.wikileaks.org/cable/2009/07/09TEGUCIGALPA645.html>

(Source : [www.telesurtv.net](http://www.telesurtv.net) Traduction : Thierry Deronne)

.